

**Alain Supiot « Du savoir à la connaissance de la pauvreté »,  
in Mireille Delmas-Marty et André Vauchez (éd.) « Quand les plus pauvres deviennent acteurs »  
Paris, Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 2019, pp. 65-74,  
ISBN 978-2-87754-383-5**

## **DU SAVOIR À LA CONNAISSANCE DE LA PAUVRETÉ**

Depuis la naissance des sciences sociales, les pauvres n'ont cessé de constituer des objets privilégiés de la recherche. Objet peut s'entendre ici dans le sens de l'objectivité scientifique – de l'image fidèle de la réalité –, mais aussi dans celui d'une assimilation des humains à des choses qu'on doit étudier – l'expression est de Pierre Bourdieu — « comme des “particules” qui sont sous l'empire de forces d'attraction, de répulsion, etc., comme dans un champ magnétique »<sup>1</sup>. C'est au XIX<sup>e</sup> siècle, grâce notamment aux progrès de la quantification et de la statistique, que l'humanité a commencé d'être ainsi appréhendée comme un objet mesurable, que le savant pouvait poser devant lui pour en étudier les lois de fonctionnement, selon un modèle qui avait si bien réussi aux sciences de la nature. La métaphore organiciste aidant, les sciences sociales ont porté une attention privilégiée à ce qui apparaissait à première vue comme un détraquement du « corps social » : la misère et la pauvreté.

L'objectivation des pauvres est toutefois susceptible de degrés, ce qui éclaire les deux grands types d'explications de la pauvreté qui dominent les sciences sociales depuis maintenant deux siècles. D'une part celles qui, partant d'un travail de terrain, voient dans la misère le signe de dérèglements sociaux, d'injustices qu'il faut combattre ; d'autre part celles qui, partant d'une théorie de la société, y voient le fruit de mauvais comportements, qu'il faut corriger. Quoiqu'elles procèdent d'une même ambition scientifique, ces deux explications reproduisent la dualité des interprétations religieuses de la pauvreté qui avaient cours durant les siècles précédents. D'un côté, celle qui, dès le XII<sup>e</sup> siècle, avait conduit les canonistes à inventer la notion de droit naturel pour permettre aux affamés d'user des surplus des riches<sup>2</sup> et qui conduira Bossuet à affirmer « l'éminente dignité des pauvres » et à rappeler

1. P. Bourdieu, *Réponses*, Paris, Seuil, 1992, p. 82.

2. Cf. Brian Tierney, *The Idea of Natural Rights. Natural Law and Church Law, 1150-1625*, [1997], 2<sup>e</sup> éd., Grand Rapids (Michigan)-Cambridge (R.-U.), Wm B. Eerdmans Publishing Co (Emory University Studies in Law and Religion), 2001, p. 70 et suiv. ; et, du même auteur, *Medieval Poor Law: A Sketch of Canonical Theory and Its Application in England*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1959, 169 p.

aux riches tout ce qu'ils leur doivent<sup>3</sup>. D'un autre côté, l'explication de Calvin, selon qui les pauvres étaient « des méchants toujours affamés »<sup>4</sup> qui devaient se garder d'invoquer la fraternité pour se faire secourir, car, affirmait-il, « c'est Dieu qui humilie, c'est Dieu qui hausse »<sup>5</sup>.

Il est remarquable qu'avec l'avènement des sciences sociales, la première explication – celle de la misère comme symptôme d'injustice – ait plutôt été le fait de recherches faisant place à des enquêtes qualitatives, qui rendent compte de l'expérience vécue de la pauvreté. Ainsi en France, les premières grandes enquêtes conduites par des auteurs aussi différents que Louis-René Villermé<sup>6</sup>, Ange Guépin<sup>7</sup> ou Frédéric Le Play<sup>8</sup>, ont mis en lumière les effets mortifères de la paupérisation de masse engendrée par l'industrialisation. Ces recherches ont contribué à poser les termes de ce qui fut bientôt nommé la « question sociale », puis la question de la « justice sociale ». Dans le même esprit, aux États-Unis, la création en 1865 de l'« American Association for the Promotion of Social Science » avait pour but explicite de promouvoir des connaissances propres à guider le progrès social et la lutte contre le paupérisme. En Angleterre, sans même évoquer l'influence considérable de l'enquête minutieuse d'Engels sur « la situation des classes laborieuses » (1840), rappelons-nous que la *London School of Economics* (LSE) fut fondée en 1895 par des membres de la *Fabian Society* qui considéraient « que le système compétitif assure le bonheur et le confort du petit nombre au détriment de la souffrance du plus grand nombre et que la Société doit être reconstruite de telle manière qu'elle garantisse le bien-être général et le

3. Bossuet, *De l'éminente dignité des pauvres*, Paris, Fayard (Mille et une nuits), 2014.

4. Jean Calvin, *Commentaires sur le livre des psaumes* [1557], Paris, Ch. Meyrueis, 1859, t. 1, Ps. XXXVII, p. 312, col. 2.

5. J. Calvin, *Institution de la religion chrétienne*, Paris, J. O. Benoist, 1957, I, ch. XVI, p. 230-231, cité par Ph. Sassier, *Du bon usage des pauvres, Histoire d'un thème politique*, Paris, Fayard, 1990, p. 78.

6. Louis-René Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, Paris, Éditions d'histoire sociale, 1979. 2 vol., 458 et 451 p. (réimpr. de l'édition Renouard de 1840).

7. Ange Guépin et Eugène Bonamy, *Nantes au XIX<sup>e</sup> siècle. Statistique topographique, industrielle et morale*, Nantes, P. Sébire, 1835 ; rééd. précédée de *De l'observation de la ville comme corps social*, par Ph. Le Pichon et A. Supiot, Nantes, Phénix-MSH Guépin, 2000, LXI + 715 p.

8. Frédéric Le Play, *Les ouvriers européens : étude sur les travaux, la vie domestique et la condition morale des populations ouvrières de l'Europe, d'après les faits observés de 1829 à 1879*, 2<sup>e</sup> éd., Tours, Mame, 6 vol., 1879.

bonheur »<sup>9</sup>. Dans l'esprit de ces fondateurs de la LSE, dont Sidney Webb, les sciences économiques et politiques étaient incontournables et avaient pour tâche d'éclairer les voies de la justice sociale.

La force de ces travaux, l'émotion intacte qui se dégage aujourd'hui encore de leur lecture, proviennent précisément de cette association étroite d'une *quantification* inspirée des sciences exactes, d'une *attention* à ce que pensent et vivent les populations enquêtées et d'une *éthique* de la recherche fondée sur la considération des plus faibles et l'aspiration à la justice sociale. Au-delà de leurs divergences idéologiques, ces auteurs s'accordaient pour attribuer à des causes sociales la misère physique et morale des « nouveaux pauvres » apparus avec la Révolution industrielle.

À l'inverse, à la même époque, d'autres auteurs cherchaient dans les lois de la biologie les raisons dernières de la misère et de la pauvreté. Selon eux ces maux n'étaient pas des signes d'injustice sociale, mais d'inaptitude individuelle. Dès 1851, Herbert Spencer écrit que « La pauvreté des incapables, la détresse des imprudents, l'élimination des paresseux, cette poussée des forts qui met de côté les faibles et en réduit un si grand nombre à la misère sont le résultat nécessaire d'une loi générale éclairée et bienfaisante »<sup>10</sup>, loi qu'il nommera plus tard de « survie du plus apte » (*survival of the fittest*) ou encore – se référant à Darwin – loi de la sélection naturelle. Dans cette perspective, la pauvreté n'est pas un symptôme d'injustice, mais d'inaptitude. Son éradication requiert donc de tout autres remèdes, que s'emploiera à prescrire quelques années plus tard le père de la biométrie et de l'eugénisme, Francis Galton (1822-1911). Cousin et admirateur de Darwin, Galton pensait comme Spencer que la distribution des caractéristiques physiques, intellectuelles et morales révélées par la statistique sociale, relevait de la sélection naturelle. Fort de cette explication biologique, il a œuvré en faveur de l'adoption de législations eugénistes, propres à favoriser la reproduction des plus aptes et des plus capables et à éliminer progressivement (par la stérilisation) ceux que la science désignait comme déviants. Instaurées non seulement en Allemagne, mais aussi aux États-Unis et dans presque tous les pays protestants d'Europe du nord (à la remarquable exception près du Royaume-Uni), ces législations ont subsisté

9. Résolution adoptée le 4 janvier 1884, citée par E. Pease, *The History of the Fabian Society*, Londres, A. Fifield, 1916, p. 32. Add. E. M. Abramson, « The Fabian socialists and law as an instrument of social progress: the promise of gradual justice », *ST. John's Law Review* 32, 1988/2, p. 209-242.

10. Herbert Spencer, *Social Statics; or, the Conditions Essential to Human Happiness specified, and the First of them Developed*, Londres, John Chapman, 1851, chap. XXV: « Poor Laws » (§ 6, p. 323).

dans certains pays occidentaux longtemps après la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est seulement en 1964 qu'ont été abolies les législations raciales aux États-Unis. Et les lois eugénistes suédoises visant la stérilisation des « inadaptés sociaux » sont demeurées en vigueur jusqu'en 1976<sup>11</sup>.

D'une façon générale cependant, l'expérience de cette guerre a frappé d'un discrédit durable les thèses eugénistes et conduit au contraire à un intérêt renouvelé pour les savoirs de l'enquête sociale, tels que les avaient promus par exemple avant-guerre John Dewey aux États-Unis ou François Simiand et Maurice Halbwachs en France. On doit à ce regain quelques chefs-d'œuvre, tels l'histoire « par le bas » de la formation de la classe ouvrière anglaise publiée en 1963 par Edward Thomson<sup>12</sup>, ou encore le maître livre de Richard Hoggart sur la « culture du pauvre », paru en Angleterre en 1957<sup>13</sup>. Ce classique des sciences sociales doit une part de sa force à ce que, sans rien renier de l'exigence d'objectivité, il procède aussi, comme le notait son préfacier français Jean-Claude Passeron, d'une autobiographie, voire d'une auto-analyse de ce savant, lui-même issu d'une famille pauvre. Hoggart nous parle donc non seulement de ce qu'il *sait*, de ce que ses recherches lui ont appris, mais aussi de ce qu'il *connaît* par expérience. Et il le fait avec une qualité littéraire qui donne au lecteur autant à partager qu'à comprendre ce savoir et cette connaissance. Ces deux caractéristiques – l'expérience et le style – font de ce livre un chef d'œuvre de la sociologie et permettent à rebours d'éclairer les impasses où semblent être retombées certaines des recherches les plus récentes sur la pauvreté.

S'agissant des affaires humaines, la prise en considération de l'expérience est en effet aussi cruciale que celle de l'expérimentation dans les sciences de la nature. Prenons le cas de la médecine : une spécialiste du cancer du sein peut bien tout savoir de cette maladie. Mais si l'une de ses proches en est frappée, s'ajoutera à ce savoir la connaissance du mal. Et si elle en est elle-même frappée, s'y ajoutera l'expérience de la maladie<sup>14</sup>. Or toutes ces dimensions, y compris l'expérience des malades, participent de la science médicale en tant qu'elle est une science humaine. D'où l'importance du dialogue médical et plus généralement du partage de cette expérience. Hérodote en faisait déjà l'observation au cours de ses pérégrinations.

11. Cf. A. Pichot, *La société pure. De Darwin à Hitler*, Paris, Flammarion, 2000, 458 p.

12. E. P. Thomson, *The Making of the English Working Class*, trad. fr. *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Le Seuil, 1988 ; rééd. coll. « Points », 2012, 1164 p.

13. R. Hoggart, *The Uses of Literacy*, 1957, trad. fr. *La culture du pauvre*, Paris, Minuit, 1970, 424 p.

14. Voyez le témoignage de Victoria Lavin, « I'm an oncologist who got breast cancer. This is what I learned », *The Guardian*, 7 juin 2018.

Il raconte ainsi comment au v<sup>e</sup> siècle avant notre ère, les Babyloniens avaient institué ce qu'on peut nommer un devoir de partage des connaissances :

« Ils apportent leurs malades sur la place publique, car ils n'ont point de médecins. Les gens s'approchent du malade et ceux qui ont souffert d'un mal semblable ou vu quelqu'un en souffrir proposent leurs conseils. Il est interdit de passer près d'un malade sans lui parler et de continuer sa route sans lui avoir demandé quel est son mal. »<sup>15</sup>

Il en va de même des savoirs sur la pauvreté. Ils ne peuvent se limiter aux montagnes de données chiffrées qui visent à la mesurer et l'expliquer. Mais ils doivent tenir le plus grand compte de l'expérience de ceux qui en souffrent ou en ont souffert. Il serait de ce point de vue de bonne méthode que tout expert ou homme politique qui entend préconiser la réduction des droits des plus pauvres doive commencer par faire lui-même l'expérience d'une vie de grande pauvreté pendant quelques mois.

Or sous l'ombre portée des sciences de la nature, ou plus exactement du modèle d'objectivité mécanique qui a longtemps prévalu dans ces dernières<sup>16</sup>, les chercheurs en sciences humaines sont incités à récuser toute espèce de subjectivité, la leur comme celle des sujets observés. À la règle « Connais-toi toi-même » est substitué l'impératif inverse : « Oublie-toi toi-même ». Quant au sujet observé, la méthode qui a aujourd'hui toutes les faveurs des pouvoirs publics est celle du comportementalisme, qui consiste à observer les humains comme des rats de laboratoire. Cette méthode est censée avoir hissé l'économie au rang des véritables sciences expérimentales et ceux qui la critiquent sont dénoncés comme des « négationnistes » dont il convient de se débarrasser<sup>17</sup>. Deux des plus éminents représentants de ce courant comportementaliste se sont vus décerner en 2018, l'un le prix dit « Nobel d'économie » et l'autre le prix Holberg de sciences sociales. Les objets de prédilection de ces chercheurs sont bien sûr les pauvres, et d'abord les pauvres des pays dits « en voie de développement ». Quant à leur méthode, elle est expérimentale et copiée des tests randomisés (en simple ou en double aveugle), utilisés couramment pour évaluer l'efficacité de médicaments.

15. Hérodote, *L'enquête*, I, 197, in *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard (La Pléiade), 1964, trad. A. Berguer, p. 133.

16. Sur les avatars de ce concept en sciences, voir Lorraine Daston et Peter Galison, *Objectivity*, New York, Zone Books, 2007 ; trad. fr. *Objectivité*, Dijon, Les Presses du réel, 2012, 581 p.

17. Pierre Cahuc et André Zylberberg, *Le négationnisme économique et comment s'en débarrasser*, Paris, Flammarion, 2016, 242 p.

Cette approche est activement soutenue et financée par la Banque mondiale, qui a récemment présenté comme une découverte sensationnelle le fait que l'être humain ne se comporte pas forcément en *homo œconomicus* maximisant son utilité, mais qu'il a des habitudes, et que ses façons de penser et d'agir s'inscrivent dans une société, une histoire et une culture particulières<sup>18</sup>. Ces habitudes, et ces normes sociales héritées, constitueraient selon les comportementalistes une véritable « taxe cognitive », entravant le développement et pesant d'un poids particulièrement lourd sur les pauvres. Aussi la Banque préconise-t-elle aujourd'hui la généralisation de tests randomisés permettant d'identifier les inaptitudes des pauvres à faire des choix éclairés, puis de normaliser leur comportement, en usant de « coups de pouce » (*nudges*) propres à les amener dans le droit chemin du calcul d'utilité<sup>19</sup>. Par exemple en les incitant à déposer leurs maigres économies sur un compte bancaire plutôt que de thésauriser de l'or ou des bijoux chez eux<sup>20</sup>. Il s'agit, au nom de la responsabilité individuelle et de l'individu entrepreneur de lui-même, d'amener les pauvres à se bien comporter dans le monde tel qu'il est, sans s'interroger sur la justice de ce monde, ni sur la représentation que ces pauvres peuvent en avoir.

Cet évitement de l'expérience des pauvres au profit de l'expérimentation « scientifique » de leurs comportements est semblable à l'évitement du regard du SDF assis sur un trottoir. Dans l'un et l'autre cas, cet évitement condamne à l'ignorance et à la perpétuation de l'ordre établi. Car croiser ce regard nous obligerait à confronter notre subjectivité à la sienne, et sans doute à lui parler et à nous interroger ensemble sur ce qui l'a conduit sur ce trottoir. Encore le passant a-t-il une excuse : comment pourrait-il s'acquitter de ce devoir de connaissance et de reconnaissance s'il sait devoir rencontrer, non pas un ou deux, mais dix ou vingt mendiants sur son chemin ? Mais celui qui prétend étudier « scientifiquement » la pauvreté n'a pas cette excuse. Car le comportementalisme procède d'une conception mécanique de l'objectivité, que les sciences exactes elles-mêmes ont depuis longtemps dépassée au profit de ce qu'on nomme la « juste représentation »<sup>21</sup>. Or en matière de sciences humaines, la juste représentation implique de tenir

18. World Bank, *Mind, Society and Behavior*, World Development Report 2015, 215 p. (accessible en ligne).

19. Richard Thaler et Cass Sunstein, *Nudge: Improving Decisions about Health, Wealth, and Happiness*, Yale University Press, New Haven-Londres, 2008, 293 p. ; trad. fr. *Nudge : La méthode douce pour inspirer la bonne décision*, Paris, Vuibert, 2010.

20. Cf. l'analyse critique de ce cas par J.-M. Servet, *L'économie comportementale en question*, Paris, Éditions Charles Leopold Meyer, 2018, 203 p.

21. Cf. Lorraine Daston et Peter Galison, *Objectivité, op. cit.* (n. 16), p. 472 et suiv.

compte non seulement de la subjectivité de l'observateur, mais aussi de l'expérience de l'observé.

Pour être juste, la représentation de la pauvreté doit s'entendre dans la pluralité de ses sens : scientifique, politique et aussi artistique et littéraire.

Représentation *scientifique* tout d'abord. Comme il vient d'être rappelé, l'essor des sciences sociales a puissamment contribué à poser les termes de la question sociale en même temps qu'il en a été le produit. Mais pour pouvoir éclairer le débat public, par des données fiables et une pensée critique, celles-ci doivent demeurer en prise avec l'expérience et la culture des personnes concernées, dont il ne s'agit pas seulement d'*observer* le comportement, mais aussi de *comprendre* les raisons d'agir, d'espérer ou de désespérer. Or force est de constater que telle n'est pas l'orientation des politiques publiques de recherche, qui semblent vouloir assimiler sans reste – la biologie et les *big data* aidant – les sciences de l'homme aux sciences de la nature<sup>22</sup>. Une telle orientation place la recherche dans un enfermement autoréférentiel qui la coupe de l'expérience des peuples et la condamne à un dogmatisme inconscient de lui-même.

Ce risque est aggravé par la tendance à assimiler représentation scientifique et représentation chiffrée. Depuis leur origine aux débuts du XIX<sup>e</sup> siècle, les sciences sociales ont, à bon droit, fait un grand usage de la quantification. Cette représentation chiffrée se donne à voir dans des tableaux visant à donner une image fidèle des faits observés. Cette fidélité, toutefois, repose sur des conventions d'équivalence, c'est-à-dire des opérations de qualification statistique. Ainsi que l'ont remarquablement montré les travaux d'Alain Desrosières, ces opérations de qualification sont le produit de choix qui, à la différence des choix législatifs ou constitutionnels, sont généralement soustraits à tout débat contradictoire<sup>23</sup>. D'où le risque de donner une image qui n'ait plus rien de fidèle. L'implosion du communisme réel a ainsi vu s'effondrer sous la poussée du principe de réalité les cathédrales de chiffres érigées sous l'égide du Gosplan. Il ne s'agit pas de contester l'utilité et la puissance de la quantification, mais de souligner la nécessité de

22. Voir sur ce point les critiques que le Conseil stratégique de la Recherche a adressées à la Stratégie nationale de la recherche, adoptée par le Gouvernement français en 2015 : *Stratégie nationale de recherche. Rapport de proposition et Avis du Conseil stratégique de la recherche*, Paris, La Documentation française, 2015, p. 158, (accessible en ligne sur le site de La Documentation française : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/154000547/index.shtml>).

23. Cf. A. Desrosières, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte, 1993, 456 p.

la combiner toujours avec des méthodes qualitatives d'enquête et d'études de cas.

Les risques engendrés par la gouvernance par les nombres sont particulièrement grands s'agissant des pays les plus pauvres, dont les chercheurs n'ont d'autre choix que d'émigrer ou de mettre en œuvre des protocoles de recherche conçus par des institutions étrangères pratiquant un internationalisme hors-sol. Ces pays n'ont alors plus qu'à acquiescer aux plans de développement ou de lutte contre la pauvreté, qui subordonnent les aides à des batteries d'indicateurs mobilisant des catégories de pensée étrangères à l'expérience et à la culture locales. Ainsi en va-t-il par exemple de la notion même de pauvreté, internationalement définie par un revenu en dollars, là où la sagesse bamiléké considère comme pauvre celui qui ne peut compter sur personne, serait-il assis sur un tas d'or<sup>24</sup>.

La juste représentation de la pauvreté doit aussi et surtout s'entendre au sens *politique*, ce qui suppose d'instituer des formes nouvelles de démocratie économique, donnant réellement aux pauvres voix délibérative sur les mesures les concernant. La seconde révolution industrielle a fait réapparaître, en complément de la représentation électorale fondée sur le nombre (un homme, une voix), des formes de représentation qualitative de la diversité des conditions et des expériences sociales. Mais cette démocratie sociale ou industrielle a été indexée sur l'expérience du travail salarié et ne donne pas voix au chapitre à tous les exclus ou marginalisés du monde salarial. Ce déficit démocratique est particulièrement criant dans de nombreux pays pauvres, où le travail dit informel est le lot d'une grande partie de la population. Mais il est aussi visible dans nos pays, en proie à l'explosion des inégalités et à l'installation d'un chômage et d'une précarité de masse. D'où le besoin de formes nouvelles de démocratie économique, qui ne soient pas cantonnées au monde salarial, et dont on trouve déjà maints exemples dans les pays du sud. Je pense par exemple aux remarquables réalisations de la *Self-Employed Women's Association* (SEWA), fondée en Inde en 1972, qui est devenue un modèle d'organisation aujourd'hui transposé dans d'autres pays émergents. Conçue et gérée par les femmes pauvres des bidonvilles et des campagnes indiennes, cette organisation est enracinée dans leur expérience et leur donne, outre des instruments de solidarité et d'entraide,

24. Cf. Josette Nguebou-Toukam et Muriel Fabre-Magnan, « La tontine : une leçon africaine de solidarité », in *Du droit du travail aux droits de l'humanité. Études offertes à Philippe-Jean Hesse*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003, p. 299-310.

une voix aujourd'hui reconnue jusque dans l'enceinte de l'Organisation internationale du Travail<sup>25</sup>.

L'idée de juste représentation de la misère et de la pauvreté doit enfin s'entendre au sens *philosophique, littéraire et artistique*, tant il est vrai, comme l'a observé Wolf Lepenies, que les sciences sociales se trouvent au confluent de deux cultures, scientifique et littéraire<sup>26</sup>. Le temps me manque pour développer ce point, et je me borne donc à évoquer pour mémoire le rôle d'avant-courrier que nombre d'œuvres littéraires, picturales ou cinématographiques, ont pu jouer dans la connaissance de la condition des classes populaires. Cette source de connaissance n'est heureusement pas tarie et c'est l'une des voies privilégiées par lesquelles les classes dirigeantes peuvent entrevoir, ne serait-ce que de façon fugitive, ce que vivent les plus faibles de ceux qu'ils dirigent. Selon de Gaulle, « La véritable école du commandement est celle de la culture générale »<sup>27</sup>. Et de fait la culture générale fournit des clés d'intelligibilité de l'être humain dans l'immense variété des situations auxquelles il peut se trouver confronté. Autrement dit des moyens de comprendre – de l'intérieur – la diversité des expériences vécues dans une société donnée. Or aujourd'hui l'expertise technique tend à effacer la culture générale dans la formation des dirigeants. Les sciences sociales en général, et la science économique en particulier, les portent à croire que leur tâche est moins de gouverner la société que de la gérer comme une entreprise. Lénine rêvait déjà des « temps très heureux » où le pouvoir des hommes politiques et des administrateurs céderait le pas à celui des ingénieurs et des agronomes, c'est-à-dire à un ordre fondé sur la science et la technique et non plus sur la loi et le débat démocratique<sup>28</sup>. La démocratie, du reste, est elle-même appréhendée par l'analyse économique comme un « marché des idées » dont on doit conquérir des parts en usant des techniques de communication<sup>29</sup>. Une telle combinaison de l'expertise

25. Cf. Ela R. Bhatt, *We Are Poor but So Many. The Story of Self-Employed Women in India*, New-Delhi, Oxford University Press, 2007, 233 p.

26. Cf. W. Lepenies, *Die drei Kulturen. Soziologie zwischen Literatur und Wissenschaft*, Munich, Hanser, 1985 ; trad. fr. *Les trois cultures. Entre science et littérature, l'avènement de la sociologie*, Paris, Éd. de la MSH, 1990, 409 p. (version électronique en libre accès sur <http://books.openedition.org/>).

27. De Gaulle, *Vers l'armée de métier*, Paris, Berger-Levrault, 1934.

28. Cf. A. Supiot, *La Gouvernance par les nombres*, Paris, Fayard, 2015, p. 169 et suiv.

29. Cf. T. K. Kuhner, *Capitalism v. Democracy. Money in Politics and the Free Market Constitution*, Stanford University Press, 2014, 376 p. D'abord avancée par Justice Holmes dans son *dissent* sur l'arrêt *Abrams v. United States* [250 U.S. 616 (1919)], cette qualification a été popularisée en économie par Ronald Coase [cf. « The Economics of the First Amendment. The Market for Goods and the Market for Ideas », *American Economic*

socio-économique et du marketing politique ne suffit pas à créer l'*affectio societatis*, l'horizon commun nécessaire pour souder une communauté politique attentive à l'expérience de chacun de ses membres à commencer par les plus faibles. Des technocrates n'ayant qu'un mince vernis de culture sont enclins à regarder les pauvres de haut, comme des gens qui ne sont rien et n'ont rien à leur apprendre. C'est l'une des grandes leçons que Simone Weil avait retirées de l'expérience de la vie d'usine à laquelle elle s'était astreinte :

« J'ai tiré en somme deux leçons de mon expérience. La première, la plus amère et la plus imprévue, c'est que l'oppression, à partir d'un certain degré d'intensité, engendre non une tendance à la révolte, mais une tendance presque irrésistible à la plus complète soumission (...). La seconde c'est que l'humanité se divise en deux catégories, les gens qui comptent pour quelque chose et les gens qui comptent pour rien. Quand on est dans la seconde, on en arrive à trouver naturel de compter pour rien – ce qui ne veut certes pas dire qu'on ne souffre pas. (...) La question, pour l'instant, est de savoir si, dans les conditions actuelles, on peut arriver (...) à ce que les ouvriers comptent et aient conscience de compter pour quelque chose. »<sup>30</sup>

Alain SUPIOT

*Review, Papers and Proceedings* 64/2, 1974, p. 384-391] avant d'être consacrée par le Cour suprême des États-Unis (voir en dernier lieu l'arrêt *Citizens United v. Federal Election Comm'n* [558 U.S. (2010)]).

30. Simone Weil, « Lettre à un ingénieur », in *La Condition ouvrière*, Paris, Gallimard, 1951, p. 188.